



## Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Clare HART, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

### Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

## **Service public de l'eau et de l'assainissement - Contrat de concession du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Avenant n° 1 - Autorisation de signature**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public (DSP) à VEOLIA Eau l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA. Ce contrat a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour une durée de 7 ans.

Plusieurs événements imprévus, ou du fait du délégant, sont venus modifier les conditions de son exécution :

- à la suite de la mise hors service de la station d'épuration de Castries, la Métropole a mis en service de nouveaux ouvrages (poste de relèvement principal, bassin d'orage et son poste de relèvement) ainsi qu'une plateforme de traitement des sous-produits d'épuration sur le site de l'ancienne station d'épuration, dont il convient d'acter l'intégration dans le périmètre contractuel,
- le suivi de l'exécution des objectifs contractuels conclut à la nécessité de préciser les modalités de suivi des engagements clientèle,
- au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole a pris la compétence dite « Fonds Solidarité Logement » (FSL) précédemment exercée par le Département et souhaite revoir l'organisation de cette dernière. En conséquence, le dispositif « Solidarité locale » prévu au contrat n'a plus lieu d'être,
- la Métropole souhaite ajuster sa procédure de suivi patrimonial en s'appuyant sur un nouvel outil de suivi des Inspections Télévisuelles des réseaux d'assainissement et en renforçant les contrôles de branchement en partie privative.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments et en application des dispositions contractuelles, après négociation, les parties ont convenu que la rémunération du délégataire reste inchangée à 0,2225 € H.T./m<sup>3</sup> (valeur 2015).

Ces évolutions font l'objet d'un avenant n°1 au contrat qu'il est proposé d'approuver.

Ce dernier prévoit par ailleurs d'ajuster le périmètre du contrat. En effet, dans le cadre du projet de modernisation de la station d'épuration MAERA aujourd'hui engagé, un contrat de performance va être passé au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2020, conduisant à la même date à la possible rupture par anticipation de l'actuel contrat de délégation pour l'exploitation de cette station, comme le prévoit les dispositions de ce dernier. Or, juridiquement, le périmètre du futur contrat de performance ne peut porter que sur la seule station d'épuration alors que l'actuel contrat inclut les 3 plus importants postes de refoulement du système de collecte des eaux usées et leurs réseaux de transfert (postes de refoulement Faïsses, Fenouillet et Pont Trinquat). Afin de garantir l'unicité de gestion des ouvrages de collecte, il est proposé de transférer ces ouvrages à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au sein du périmètre du contrat Collecte MAERA, confié à VEOLIA Eau.

De la même manière, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite assurer une unicité des projets engagés de recherche et de développement portant sur le système de collecte et adapter en conséquence le montant de la dotation annuelle pour l'innovation et la recherche qui sera porté à 150 000 H.T (valeur 2015) à compter du 1er janvier 2020.

Cette modification de périmètre conduit à une hausse de la rémunération du titulaire du contrat relatif à la Collecte MAERA de 0,0328 € H.T./m<sup>3</sup> (valeur 2015). Cette hausse induira toutefois une baisse du même montant de la rémunération du titulaire du contrat relatif à l'exploitation de la station d'épuration MAERA et n'aura donc aucun impact sur la facture d'assainissement des usagers

Enfin, un avenant ultérieur pourra intervenir afin d'adapter les modalités de calcul et de contrôle des obligations de reversement à Montpellier Méditerranée Métropole de la part Métropole des redevances d'assainissement perçues par le délégataire. En effet, compte-tenu de la multiplicité d'acteurs intervenant pour la facturation de l'eau et de l'assainissement et pour le recouvrement des redevances du service (Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, syndicats d'eau potable et leurs délégataires), il convient de formaliser préalablement les procédures de reversement mises en œuvre selon la variété des procédures employées par chacun.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au contrat de concession du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA, fixant, notamment, la part du délégataire à 0,2553€/m3 en valeur 2015 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 11 voix

M. Thierry BREYSSE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le  
\$Delib.report.AIRS\_CLI\_RAP\_DTE  
\_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?  
string.short}

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 juillet 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180620-45276-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/07/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.